



DES PAYSAGISTES : LES AGRICULTEURS & LES

PIERRE FLANDIN

Dans notre univers scientifique, la méconnaissance du service que nous rendons est assez explicable, parce que ce service ne se « mesure » pas. Cet aménagement des paysages dont nous sommes les artisans, dont nous sommes les créateurs perpétuels, nous ne le faisons pas comme tel ; c'est quelque chose qui se superpose à notre activité. Nous faisons, si j'ose dire, un aménagement spontané, un aménagement involontaire. Notre premier objectif n'est pas d'aménager. Nous exerçons une fonction économique, nous cultivons le sol, et le reste vient se superposer sur cette activité professionnelle. Nous choisissons les cultures ; il dépend de nous que la terre ait ses couleurs. Mais il est évident que tout cela n'est pas fait dans un but esthétique et pour la poésie. Cela ne fait que se superposer à notre travail professionnel. Et souvent, nous ignorons nous-mêmes la poésie qui en émane. On sait, depuis Virgile, que nous ne connaissons pas nos bonheurs.

M. Pierre Flandin, agriculteur et maire d'une petite commune de la Nièvre, vit en milieu rural ; il en connaît toutes les difficultés. Les réflexions, l'inquiétude qu'il expose tendent à cette conclusion qu'exprima à Lurs M. Georges Monnet en postface à l'exposé de M. Flandin : « Il faut ménager l'espace rural afin que tous, hommes des champs, hommes des villes, puissent vivre heureux, égaux et solidaires ».



J'ai cru discerner dans les propos de Monsieur Toepfer une certaine malignité lorsqu'il nous dit que les agriculteurs allemands ont commencé par craindre les parcs naturels et que maintenant ils les demandent. Cela est très humain et souvent très agricole. Nous aurions intérêt à méditer ce proverbe chinois : « Prends bien garde à ce que tu demandes de peur de l'obtenir ».

Peut-être, ne devons-nous pas réclamer des parcs régionaux en les prenant, à la légère, pour des bouées de sauvetage ; néanmoins nous ne devons pas avoir à les redouter comme des obstacles à notre activité et à notre progrès.

Ce qui se passe, c'est d'abord l'abandon du travail improductif ; c'est une espèce d'enfrichement subaigu qui n'est pas la « friche sociale », qui n'est pas encore la friche de dépeuplement, mais qui est un premier symptôme de la difficulté des agriculteurs pour venir à bout de leur travail, de l'impossibilité dans laquelle ils sont de faire face au travail improductif, quand le travail productif est déjà lui-même si absorbant.

A l'échelon municipal également, il y a une dégénérescence du même ordre : il n'est pas facile, pour une municipalité, de trouver par exemple, un cantonnier actif. Or la circulation, c'est la vie. C'est du moins un moyen d'expression nécessaire à la vie, à la campagne comme ailleurs. Mais quand nous reprenons un chemin, il nous en coûte 2 millions au kilomètre, et encore n'est-ce qu'une route de quatre mètres de chaussée et de huit mètres d'emprise. Mais ce n'est pas tout : l'entretien normal de nos kilomètres de chemins vicinaux revêtus coûte 70 000 anciens francs du kilomètre par an. Ce ne sont pas des charges négligeables.

Une fiscalité condamnée

Les remèdes techniques risquent d'être très insuffisants en l'absence de remèdes financiers. Dans le passé, l'histoire a connu un certain équilibre, une certaine proportionnalité entre le nombre des habitants et l'étendue occupée. Le peuplement se trouvait réparti, disons, d'une manière relativement équilibrée. Or, aujourd'hui, le phénomène est cassé parce qu'il n'y a plus de proportionnalité entre le peuplement et l'étendue.

La population fuit nos communes rurales où elle manque d'activité, et notre fiscalité est toujours, comme par le passé, accrochée à ses « quatre vieilles » contributions : le foncier non bâti, le foncier bâti, la taxe mobilière et les patentes. Or, avec le dépeuplement, la patente fuit avec les commerçants ; le foncier bâti avec la maison qui tombe en ruine ; la cote mobilière avec l'habitant qui s'en va.

Il nous reste l'étendue. Il nous reste le « territoire » dont l'équipement demande des sacrifices plus lourds. Il reste le non-bâti.

Or, pouvons-nous penser à l'autofinancement du désert ? Pouvons-nous demander des majorations perpétuelles de contributions à ce seul non-bâti, dont le revenu foncier est bloqué depuis 1939 et qui, depuis cette époque, a perdu 40 % de son pouvoir d'achat ?

A ce propos, il y a deux réformes fiscales qui ne sont pas des mystères. L'une date de 1959 ; elle n'est pas encore en application. L'autre doit entrer en application en 1968.

Non seulement nous ne pouvons plus subvenir à nos charges, mais, malgré les péréquations de ressources de la taxe locale, l'argent des isolés dépensé au cours de leurs achats en ville reste à la ville. Or l'aide de l'État

Le repos du berger (J.S. Ruysdaël)



PASTEURS

Nous aménageons aussi à un autre stade. C'est-à-dire que, au-delà de l'exploitation individuelle, la commune rurale, première collectivité de base, aménage, elle aussi, le territoire depuis un temps immémorial. C'est elle qui crée le chemin, qui l'entretient, qui veille aux services municipaux, à l'école et à l'application souvent négligée des arrêtés préfectoraux. C'est elle en somme, qui met au service des habitants qui peuplent ce territoire, un certain nombre de facilités sans lesquelles ceux-ci ne resteraient pas.

Cet aménagement spontané est en outre doublé d'un aménagement volontaire, doté de buts très précis, très délibérés de service aux personnes étrangères à la commune, notamment par le canal du tourisme.

Carence d'aménagement

Hélas nous n'assurons plus aujourd'hui avec suffisamment d'efficacité les travaux, les charges, les fonctions qui ont été détenus avec plus de bonheur par des générations qui nous ont précédés. Cela a des causes. La raison principale en est dans le dépérissement rural, dans cette perte de population.

nous est attribuée non pas en raison des charges de l'étendue qui nous reste, mais proportionnellement au nombre d'habitants, alors que celui-ci diminue. Si bien que c'est une aggravation de notre situation, avec avantage au peuplement et désavantage pour l'étendue.

Le résultat, c'est que dans tel cas précis l'arrondissement assure, dans ces conditions, 60 % de son budget avec les seules ressources de la taxe locale ; que le chef-lieu de canton assure à peine 33 % de son budget avec les mêmes ressources, et que la commune rurale n'assure même pas 30 % de ses ressources insuffisantes.

Relations villes et campagnes

Mais nous faisons fort heureusement partie d'autre chose que de cette unité communale autonome en voie de dépérissement. Nous allons nous « raccrocher » à notre environnement naturel, et cela met en cause les relations possibles entre la ville et la campagne, pour former des unités urbaines et rurales plus équilibrées.

Dans un premier temps, nous trouvons un type de relations sur lequel je ne veux pas m'étendre. Ce n'est plus une « symbiose », c'est une phagocytose : la ville couvre le terrain, l'occupe avec plus ou moins de bonheur et de difficultés, et gomme en définitive la campagne.

Mais il y a d'autres types de relations : par exemple la ville-fédération. Elle a pour elle l'expérience, vécue déjà dans un certain nombre de campagnes françaises, de la déconcentration industrielle. Il s'agit là d'accrocher à un pôle urbain suffisamment consistant, un arrière-pays agricole relativement mesuré et dans lequel la ville est à la disposition de la campagne, et la campagne en relation quasi spontanée avec la ville.

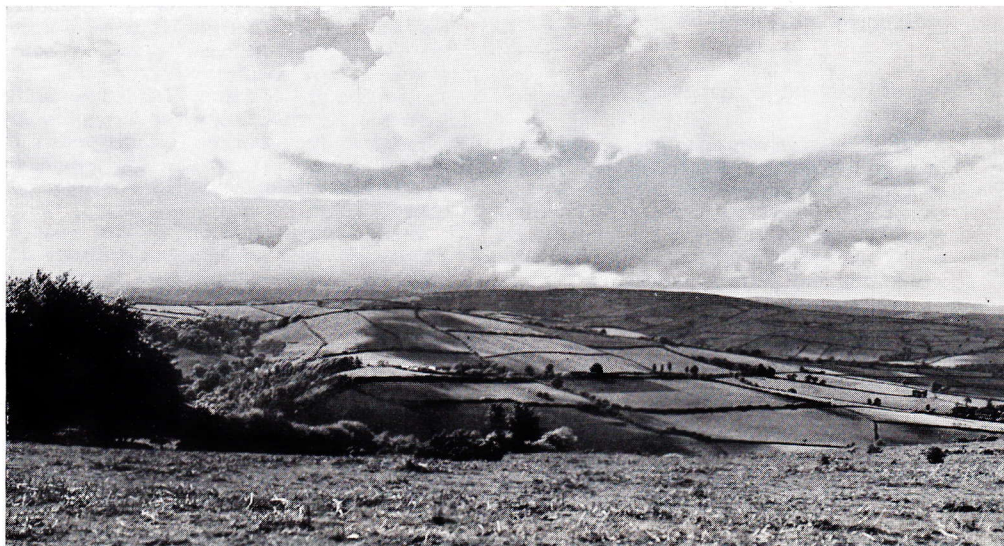
Nous avons besoin de la ville. Les agriculteurs ont été longtemps soupçonnés de quitter la campagne, parce qu'il n'y avait pas de cinéma. Eh bien non. La première chose que ces agriculteurs demandent, qu'ils exigent, ce sont des facilités de scolarisation pour les enfants. Or, c'est la ville, sa proximité ou sa facilité d'accès qui peuvent leur assurer dans l'avenir.

En dehors de ce souci premier de scolarisation, nous en trouvons un autre : celui de l'emploi des personnes adultes. Ces personnes adultes ne vont trouver leur activité que dans le centre qui saura réunir cette activité urbaine, industrielle et agricole.

Quittant le domaine des relations de proximité, nous trouvons un autre phénomène-type : celui de la grande ville, cet enfer parisien, cette espèce d'encéphalite aiguë dont on se plaint avec acuité, mais qu'on n'est pas arrivé à corriger extrêmement bien.



Mais, en dehors de Paris, nous avons d'autres villes qui dans le logement, dans la circulation, dans le stationnement, empruntent de plus en plus largement au modèle parisien. Les relations avec ces grandes villes présentent ce caractère paradoxal que les rapports des agriculteurs, des ruraux semblent beaucoup plus faciles avec elles qu'avec les petites villes avoisinantes. Il est plus facile de s'entendre avec les grandes villes qui vont déverser leur flot temporaire de passagers, de touristes, de campeurs, sur nos campagnes pendant quelques semaines, quelques jours ou quelques heures, que de s'entendre avec l'arrondissement pour savoir ce que nous allons faire avec lui, à travers les difficultés de chaque jour avec les moyens limités dont disposent les uns et les autres. Au contraire, avec les grandes villes, le camping, les villages de vacances, les gîtes ruraux, les résidences secondaires ou même principales apportent à divers titres travail et ressources, aux ruraux et à leurs collectivités de base. Et pourtant ce sont les relations quotidiennes et permanentes de la petite ville et de la campagne qui sont les plus nécessaires pour former le tissu d'une vie économique et sociale, active et permanente.



Le sol, instrument de travail ou terrain de jeux ?

Dans cet amalgame en milieu rural de populations urbaines et agricoles, il y a autre chose que des arguments économiques ou même sociaux. Il y a également une mine de richesses et de valeurs que l'on se plaint d'avoir perdues parce que l'on ne sait plus où les trouver.

L'isolement, le silence, mais bien plus encore la consécration aux choses de longue haleine, l'effacement des personnalités devant l'œuvre à poursuivre à travers les générations : ce sont là des valeurs qu'on n'enseigne pas aisément à ceux qui reprennent pied dans la campagne, mais que la campagne — toute seule — leur fera redécouvrir. Peut-être que les ruraux et les citadins sont voués à redécouvrir ensemble un certain nombre de choses qu'ils ont oubliées les uns et les autres, quand ils étaient trop séparés.

Actuellement, les milieux agricoles, gagnés eux aussi par la mentalité productiviste — mentalité légitime mais dangereuse si elle est exclusive — sont pris par la tendance qui consiste à considérer le sol comme un simple instrument de production. Si bien que nous risquons d'aboutir, si nous n'y prenons garde, à ce que le sol soit considéré des deux côtés : d'une part comme un instrument de travail, de production; d'autre part comme un terrain de jeux.

Sous ces manteaux qui, hélas, préfigurent ceux de l'avenir, si nous ne savons pas réagir comme il faut, je redouterais que les vraies valeurs que recèle la campagne soient profondément oubliées.

Si nous voulons avoir la véritable vision de la campagne, la vision des problèmes qu'elle nous pose pour sa conservation et pour son enrichissement, il faudrait que nous voyions l'essentiel. Or « On ne voit qu'avec le cœur ; l'essentiel est invisible pour les yeux ». Et si je puis emprunter encore à Saint-Exupéry une constatation précieuse sur les fondements de l'ordre et de la vie : « Je fonde l'amour du domaine — a-t-il écrit — et voici que tout s'ordonne, la hiérarchie des bergers et des moissonneurs. »

